



22 février 2017

(17-1070)

Page: 1/4

Original: anglais

**RUSSIE – DROITS ANTIDUMPING SUR LES VÉHICULES UTILITAIRES
LÉGERS EN PROVENANCE D'ALLEMAGNE ET D'ITALIE**

**NOTIFICATION D'UN APPEL PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE AU TITRE DE
L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES
RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS
(MÉMORANDUM D'ACCORD) ET DE LA RÈGLE 20 1) DES
PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 20 février 2017 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie, est distribuée aux Membres.

1. Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17:1 du Mémoire d'accord, la Fédération de Russie notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Russie – Droits antidumping sur les véhicules utilitaires légers en provenance d'Allemagne et d'Italie* (WT/DS479) (le "rapport du Groupe spécial"). Conformément à la règle 20 1) des Procédures de travail pour l'examen en appel (WT/AB/WP/6, 16 août 2010) (les "Procédures de travail"), la Fédération de Russie dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

2. Pour les raisons qui seront précisées dans ses communications à l'Organe d'appel, la Fédération de Russie fait appel, et demande l'infirmité ou la modification par l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le présent différend.

3. Conformément à la règle 20 2) d) iii) des Procédures de travail, la présente déclaration d'appel contient une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées de droit et d'interprétation du droit, sans préjudice de la capacité de la Fédération de Russie de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte de son appel.

I. Appel concernant l'interprétation juridique de l'article 4.1 de l'Accord antidumping donnée par le Groupe spécial

4. La Fédération de Russie demande que l'Organe d'appel examine l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 4.1 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping").

5. L'interprétation donnée par le Groupe spécial est erronée, entre autres choses, parce que:

- le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation juridique de l'article 4.1 de l'Accord antidumping en ne tenant pas compte de la prescription relative aux "éléments de preuve positifs" au sens de l'article 3.1 de l'Accord antidumping;

- le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation juridique de l'article 4.1 de l'Accord antidumping en n'adhérant pas au principe de l'interprétation harmonieuse et au principe de l'interprétation dit de l'effet utile;
- le Groupe spécial a fait erreur en constatant l'existence du risque de distorsion importante dans l'analyse du dommage sur la base de la "chaîne d'événements" concernant la définition de la branche de production nationale;
- les constatations de violation des articles 4.1 et 3.1 de l'Accord antidumping formulées par le Groupe spécial ne sont pas conformes à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping.

6. Par conséquent, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel:

- d'infirmier ou de modifier les constatations formulées par le Groupe spécial au paragraphe 7.21 b) et 7.21 c) de son rapport, ainsi qu'au paragraphe 7.15 c) conjointement avec la note de bas de page 85 et aux paragraphes 7.27 et 7.26 a) de son rapport;
- d'infirmier les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.15 a), 7.21 d) et 8.1 a) de son rapport.

7. Si l'Organe d'appel constate que le Groupe spécial a fait erreur dans ses conclusions concernant l'interprétation de l'article 4.1 de l'Accord antidumping, la Fédération de Russie demande que soient infirmées les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.16, 7.22, 7.27 et 8.1 b) de son rapport qui font référence à la violation corollaire de l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

II. Appel concernant l'erreur commise par le Groupe spécial lorsqu'il a interprété et appliqué l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping

8. Le Groupe spécial a fait erreur en concluant que le DIMD avait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en ne tenant pas compte de l'incidence de la crise financière pour déterminer le taux de rentabilité approprié dans son examen d'un empêchement de hausses de prix, parce que le Groupe spécial a fait erreur dans son application du critère juridique au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping aux faits qui avaient été portés à sa connaissance.

9. Par conséquent, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.64 à 7.67 et 8.1 d) i).

10. Si l'Organe d'appel constate que le Groupe spécial a fait erreur dans ses constatations juridiques relatives à la détermination par le DIMD du taux de rentabilité aux fins de l'analyse d'un empêchement de hausses de prix, la Fédération de Russie demande que soient infirmées les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.181, 7.182 et 8.1 f) i) de son rapport qui font référence à une violation de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

III. Appel concernant l'interprétation juridique par le Groupe spécial de l'article 6.9 et 6.5 de l'Accord antidumping et leur application aux faits de la cause

11. Le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation juridique et l'application de l'article 6.9 de l'Accord antidumping conjointement avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping en constatant une violation corollaire de l'article 6.9 de l'Accord et en n'examinant pas comment l'autorité chargée de l'enquête avait divulgué les faits essentiels en cause.

12. Par conséquent, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel:

- de modifier les constatations juridiques du Groupe spécial relatives à la relation entre l'article 6.9 et l'article 6.5 de l'Accord antidumping¹;

¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.268 à 7.270 et 7.278.

- de modifier les constatations juridiques du Groupe spécial relatives au traitement confidentiel des chiffres effectifs concernant les volumes d'importation effectifs et le prix à l'importation moyen pondéré² des VUL produits par chaque producteur exportateur allemand³ et de constater que le DIMD n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping en fournissant aux parties intéressées des résumés des chiffres effectifs omis⁴;
- de constater que le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a constaté que le DIMD avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 en ne fournissant pas aux parties intéressées i) les chiffres effectifs concernant les volumes d'importation effectifs et le prix à l'importation moyen pondéré des VUL produits par chaque producteur exportateur allemand⁵; et ii) les chiffres effectifs qui indiquaient les volumes de la consommation et de la production intérieures de VUL dans l'Union douanière⁶;
- d'infirmier les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.268 à 7.270, 7.278 et 8.1 h) ii) de son rapport.

13. Le Groupe spécial a violé l'article 15:2 du Mémoire d'accord en ajoutant au paragraphe 7.270 du rapport final une nouvelle constatation juridique qui n'apparaissait pas dans son rapport intérimaire. En outre, le Groupe spécial a violé l'article 7 du Mémoire d'accord en outrepassant son mandat en faisant la constatation juridique qui figure au paragraphe 7.270 de son rapport car la conformité du traitement confidentiel des données issues de la base de données électronique des autorités douanières n'était pas spécifiquement contestée par l'Union européenne. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmier cette constatation du Groupe spécial.

14. Le Groupe spécial a fait erreur en constatant que les volumes d'importation effectifs et le prix à l'importation moyen pondéré des VUL produits par Daimler AG et Volkswagen AG, respectivement, n'avaient pas été dûment traités comme confidentiels parce qu'il a fait une constatation erronée selon laquelle les données issues de la base de données électronique des autorités douanières n'avaient pas été dûment traitées comme confidentielles.

15. Par conséquent, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel:

- de modifier les constatations juridiques du Groupe spécial au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping relatives aux prescriptions imposant d'exposer des "raisons valables" en ce qui concerne les renseignements de la base de données électronique des autorités douanières qui ont été communiqués au DIMD en vertu de la législation nationale et de la législation de l'Union douanière et de constater que, au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping, il est satisfait à la prescription relative aux "raisons valables" exposées par les autorités douanières nationales au moyen de la référence à la législation prescrivant de traiter les renseignements en cause comme confidentiels;
- de modifier la constatation juridique du Groupe spécial selon laquelle les volumes d'importation effectifs et le prix à l'importation moyen pondéré des VUL produits par chaque producteur exportateur allemand⁷ n'ont pas été dûment traités comme confidentiels au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping⁸;
- de constater que le Groupe spécial a fait erreur en ne tenant pas compte du fait que le DIMD avait satisfait aux prescriptions de l'article 6.9 de l'Accord antidumping en fournissant aux parties intéressées des résumés des chiffres effectifs omis concernant les

² Ainsi que le prix à l'exportation moyen pondéré des VUL exportés par chaque producteur exportateur allemand vers l'Union douanière.

³ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.270 et 7.278 (y compris les renseignements énumérés aux points d), e), f), i) et j) du tableau 12).

⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.278 (renseignements énumérés aux points d) à o) du tableau 12).

⁵ *Ibid.*

⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.269 et 7.278.

⁷ Ainsi que le prix à l'exportation moyen pondéré des VUL exportés par chaque producteur exportateur allemand vers l'Union douanière.

⁸ Y compris les renseignements énumérés aux points d), e), j) du tableau 12.

volumes d'importation effectifs et le prix à l'importation moyen pondéré des VUL produits par chaque producteur exportateur allemand⁹;

- d'infirmes les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.241 à 7.247, dans la mesure où ces constatations font référence à la divulgation des faits essentiels, ainsi qu'aux paragraphes 7.269, 7.270, 7.278 et 8.1 h) ii) de son rapport.
-

⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.278.